

Retraites, d'autres choix sont possibles!

Le 18 février, à Brest, les représentants de sept organisations de gauche et écologistes du Finistère (PS, PCF, EELV, Génération.s, UDB, Les Radicaux de gauche, République et socialisme) se sont retrouvées à Brest pour présenter le tract commun qui a été distribué lors de la journée de mobilisation contre le projet de réforme

des retraites du 20 février dans les rassemblements organisés à Brest, Quimper, Morlaix, Quimperlé et Carhaix.



La gauche soutient l'intersyndicale

Cet appel unitaire départemental reprend les grandes lignes de la plateforme commune des forces de gauche et écologistes, adoptée le 22 janvier au niveau national.

Pour l'ensemble des représentants des partis signataires, **« Emmanuel Macron doit enfin écouter le peuple et renoncer à son projet qui ne satisfait personne »**. Comme l'a bien résumé Valérie Rabault : **« Personne ne vous croit dans le pays, personne ne vous croit au Conseil d'État, personne ne vous croit parmi les plus grands observateurs qui analysent votre projet de loi, personne ne vous croit également dans le champ syndical »**.

« D'autres choix sont possibles », ont-ils martelé. **« Nous pouvons garder et améliorer le système par répartition »**. Une réforme juste doit répondre à quelques principes simples : garantir un droit à la retraite en bonne santé pour toutes et tous et assurer la parité du niveau de vie entre les retraité.e.s et les travailleur.ses. Comme le réclament l'ensemble des organisations syndicales, elle devrait permettre une meilleure prise en compte de la pénibilité et garantir l'égalité femmes-hommes.

D'autant que des solutions alternatives existent, comme l'ont démontré les député.es de gauche dans la Commission spéciale retraites ou dans l'Hémicycle. Nous pouvons garder et améliorer le système par répartition en mobilisant le fonds de réserves des retraites (127 milliards), en revenant sur les exonérations de cotisations sociales (66 milliards), en élargissant l'assiette de financement aux revenus du capital (30 milliards), en développant une politique au service de l'emploi et en appliquant une réelle égalité salariale entre les femmes et les hommes (6 milliards).

Ces sept organisations ont appelé les Finistériennes et Finistériens à continuer à participer aux mobilisations, contre ce projet de réforme, et notamment le 31 mars, date choisie par l'intersyndicale pour la prochaine journée d'actions.

Au Parlement, les élus des organisations signataires ont mis en évidence les limites, voire les mensonges du gouvernement qui a présenté un projet qui n'est pas financé.

Voir le tract commun sur <http://ps29.org/Retraites-d-autres-choix-sont-possibles>

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 27/02/2020

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Godillots!

Le projet de réforme du système des retraites restera comme un condensé du mépris dont le groupe LREM est capable.

Après un simulacre de démocratie en commission spéciale, le gouvernement et sa majorité au garde à vous continuent de vouloir piétiner le Parlement.

Et au lieu d'en tirer les conséquences, le gouvernement accélère et cherche, par tous les moyens, à justifier l'usage du 49.3 qui privera même les membres de sa majorité de la possibilité d'amender le texte. Pire, ce projet est un texte à trous qui sera complété par 29 ordonnances et 100 décrets.

C'est la première fois qu'un groupe majoritaire accepte d'être privé de ses prérogatives.

À quelques jours des Municipales, chacun doit bien avoir conscience de ce que donneraient de tels comportements dans nos conseils municipaux. Nos communes ont besoin d'équipes soudées, pas de godillots qui se contentent de lever le bras ou de signer des blancs seings.

PS29

Derrière « l'agribashing »

« Créée début octobre 2019 par la Gendarmerie nationale, la "Cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole" (cellule Déméter) est destinée à apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole. Dans ce cadre, une convention a également été signée entre le ministère de l'Intérieur et les deux principaux syndicats agricoles, la FNSEA et les JA. » Voilà comment le site du ministère de l'Agriculture présente la création de la cellule Déméter.



Déméter déesse de l'Agriculture

Sous couvert de lutte contre l'agribashing, le gouvernement donne raison aux communicants de la FNSEA qui ont inventé ce concept de toutes pièces. Cette initiative a été officiellement lancée le 13 décembre, à Saint-Renan, en présence du ministre de l'Intérieur, de la présidente de la FNSEA et du député Didier Le Gac.

Et pour que personne n'ignore le rôle qu'il a joué dans cette affaire, le député profitait de la séance de questions au gouvernement, du 17 décembre, pour demander à son « cher Christophe » de « préciser de nouveau, devant la représentation nationale, les missions de la cellule Déméter ».

« L'agribashing, un concept inventé par les communicants de la FNSEA. »

Plusieurs associations (syndicats agricoles, associations de protection de l'environnement), comme la Confédération paysanne ou Eaux et Rivières de Bretagne, ont rapidement vu les dangers de cette cellule.

Et d'abord, l'exagération des chiffres pour en justifier la création. Didier Le Gac fait état « de centaines d'exploitations agricoles - plus de 1000 depuis janvier 2019 - ont fait l'objet d'intrusions, de dégradations, voire d'actes plus graves encore, comme des incendies criminels ». Ce chiffre de 1000, destiné à frapper les esprits n'est obtenu qu'en additionnant tous les crimes et délits commis dans les 440 000 exploitations agricoles de France. Et tant pis si ce chiffre est en baisse cette année.

Les signataires de cette Tribune parlent d'« un stupéfiant gloubi-boulga la délinquance vile - cambriolages, vols

de matériel, incendies, dégradations - les occupations de terres agricoles par des gens du voyage, les actions antifourrures ou antichasse ».

« Il y a encore plus grave. Le ministre de l'Intérieur, monsieur Castaner, entend s'attaquer dans le cadre de Déméter, ainsi qu'il l'écrit, aux "actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques". Cette fois, on aura compris : il s'agit de faire taire tous ceux qui mènent des actions symboliques contre le système de l'agriculture industrielle, dont la FNSEA est le principal soutien ».



Faire taire ceux qui dénoncent l'agrobusiness

« Il ne fait aucun doute à nos yeux qu'une ligne a été franchie », estime les signataires de la Tribune. « La démocratie ce n'est pas pactiser avec les lobbies dans le dos de la société. »

Vive l'agriculture paysanne !



La défense de l'agriculture et la promotion d'un nouveau modèle, plus respectueux des terres, des hommes, des animaux et des paysages, sont au cœur des propositions que défendent les listes de gauche pour cette campagne municipale. Sans pour autant pouvoir être classées dans le camp de l'agribashing car rien ne pourra se faire sans les agriculteurs.

Tout d'abord, la préservation du foncier agricole apparaît parmi une des priorités. Cela passe par une concertation avec l'ensemble des acteurs de manière à déterminer les besoins. Les terres agricoles et naturelles sont rares et précieuses, elles doivent être préservées.

Les collectivités locales ont également un rôle à jouer dans la promotion de l'agroécologie et des nouvelles pratiques agricoles. Les candidat.es de gauche aux Municipales s'engagent à développer et accompagner les projets alimentaires territoriaux et les programmes agricoles expérimentaux. Ces projets fédèrent les acteurs d'un territoire autour d'une ambition partagée pour

développer l'agriculture durable et une alimentation de qualité. Il s'agit, ici aussi, de faire avec les agriculteurs et non contre eux.

De nombreux maires, dont Yohann Nédélec au Relecq-Kerhuon dans le Finistère, ont pris des arrêtés anti-pesticides. Ils voulaient ainsi montrer les limites de la législation et mettre en évidence le double-discours gouvernemental qui tente de faire croire qu'il peut « en même temps » limiter l'usage des pesticides tout en repoussant toujours la date de leur interdiction. Les candidat.es de gauche s'engagent à tendre vers le Zéro phyto à horizon 2040. Les pesticides sont présents dans l'eau, l'alimentation mais aussi dans l'air et les sols. La réduction de l'usage des pesticides et leurs effets néfastes est une attente forte de la société et une nécessité pour préserver la santé et l'environnement. Cela passe, notamment, par l'entretien des espaces verts avec des méthodes plus respectueuses de l'environnement pour préserver la biodiversité, le fauchage tardif, la taille douce des arbres ou récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage, etc.

Le développement d'une agriculture propre n'a de sens que si il s'accompagne de la mise en place de circuits courts.

Budget de l'UE : le moment de vérité

C'est toujours au pied du mur qu'on voit le maçon. Et ce n'est pas faute, pour les candidat.es de la liste Envie d'Europe, d'avoir prévenu les Européennes et les Européens : la question budgétaire sera la grande bataille de la mandature, avaient prévenu nos candidat.es.

La proposition avancée par le président du Conseil européen dans le Cadre Financier Pluriannuel (CFP) de l'UE pour 2021-2027, ne permet absolument pas de financer une nouvelle ambition pour l'Europe sont obligés de déplorer les membres de la délégation socialiste française au Parlement européen.

Le président du Conseil propose une réduction de 14 % de la politique agricole commune, de 19 % du Fonds social européen - qui comprend notamment l'aide alimentaire - ou encore une baisse drastique des fonds Erasmus... Des propositions totalement inacceptables.

« Il est indispensable, au contraire, de proposer un budget nettement plus ambitieux pour assurer la

continuité des politiques existantes et déployer les politiques attendues par les citoyens (Green Deal, l'Europe de la défense, la transition digitale, lutte contre la pauvreté, égalité des genres...)», estiment les socialistes européens.

« Comme une majorité de députés, notre délégation refuserait une telle proposition si les chefs d'États la validaient. Pour débloquer la situation et obtenir un budget plus ambitieux, il est urgent d'avancer sur le dossier des ressources propres : un impôt européen sur les bénéfiques, une taxe carbone aux

frontières, une taxe sur les transactions financières, une taxe kérosène... »

Pour Pierre Larrouturou, rapporteur général du budget 2021 : **« Alors que les défis n'ont jamais été aussi nombreux, tant en matière de lutte contre le changement climatique que de justice sociale, le Conseil européen propose de réduire le budget européen. C'est inacceptable ».**

Le député européen Nouvelle donne ajoute : **« Rien ne serait pire qu'un Green Deal sans nouvelles ressources. Ce ne serait que du Greenwashing. Le discours d'Ursula Von der Leyen a suscité un immense espoir chez tous ceux et celles qui s'intéressent à la lutte contre le dérèglement climatique. Un vrai Green Deal pourrait créer jusqu'à 5 millions d'emplois en Europe et améliorer le pouvoir d'achat du plus grand nombre (baisse des dépenses de chauffage et de transport). Avec tous les députés sociaux-démocrates, notre délégation va se battre pour obtenir un financement à la hauteur de cet enjeu historique ».**



L'UE doit disposer de ressources propres

Pour des villes hospitalières

Le Parti Socialiste soutient et diffuse la déclaration des droits des personnes sans-abri de la Fondation Abbé Pierre.

« Les personnes sans domicile, qui errent dans nos rues, passent de bidonvilles en squats, d'hébergement d'urgence en accueils de jour, dorment en halte de nuit, au camping, dans leur voiture... ont les mêmes droits que tou.te.s. Le droit de vivre en sécurité, le droit à la protection du domicile - fût-il une tente ou une cabane - le respect de ses maigres biens, le droit d'avoir une adresse pour recevoir son courrier, le droit aux pratiques de survie, le droit d'aller et venir comme bon leur semble, le droit à la culture, le droit de vote. Et, premier de tous, les personnes à la rue ont le droit d'en sortir et d'obtenir un vrai logement.

(...) Nous dénonçons le manque

de logements abordables, les mises à la rue, l'absence de réponse ou les refus opposés aux demandes de logement et d'hébergement, les accueils de jour sous-dotés, la disparition des bains-douches, des sanitaires publics, des fontaines...

Nous, refusons que nos villes redeviennent les forteresses d'autrefois, se hérissent de pics tranchants, de

grilles verrouillées, de bancs sournois, de rochers dissuasifs, brandissent d'impitoyables arrêtés anti-mendicité, anti-glanage, anti-bivouacs, anti-station assise, bref anti-pauvres. Aux élus locaux, riverains, copropriétaires, commerçants, aménageurs et ingénieurs urbains, qui préfèrent chasser plutôt qu'accueillir, nous répondons qu'il est possible de faire autrement et qu'il est temps de s'opposer franchement à ces tendances dégradantes qui brisent tout espoir de vivre-ensemble et dressent des barrières entre les habitants au lieu de les amener à se rencontrer.

Nous nous engageons pour une ville hospitalière, y compris pour les plus démunis. (...) Nous nous engageons à agir avec et pour les personnes à la rue, quelle que soit leur nationalité, leur statut administratif, leur âge, leur genre... aux côtés des associations, des citoyens et des commerçants qui le font déjà.»



Les mêmes droits pour tous

15 et 22 mars
Premier et second tours
des Municipales.

J-23

Bonnes campagnes
à toutes et à tous !

Retrouver le goût de servir l'État

Marylise Lebranchu

De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer le pantouflage de hauts fonctionnaires, le poids des réseaux dans les nominations. Alors que Frédéric Thiriez vient de remettre au premier ministre un rapport visant à démocratiser l'accès à l'ENA, Marylise Lebranchu, qui avait également avancé des propositions pour réformer le fonctionnement de cette grande école, appelle à une nouvelle éthique dans la Haute fonction publique.



anomalie que j'avais proposé, sans remettre en cause le principe qui permet aux mieux classés de choisir leur affectation, qu'il ne soit plus possible de participer à des contrôles sans avoir travaillé, au moins cinq ans, dans une administration. Tous les grands corps se sont mobilisés pour tuer ce projet.

Le pantouflage est un autre enjeu. Ceux qui mènent les réformes à Bercy sont ceux qui rêvent de devenir patrons de grands groupes avec des niveaux de revenu qui sont devenus insupportables. Il faut dire stop à ce microcosme. Pour cela, il est indispensable de revenir à des salaires décentés dans les entreprises publiques et surtout de remettre de l'éthique au plus haut sommet de l'État. Par exemple, en exigeant des pantouffleurs qu'il s'engagent à travailler un minimum de temps au service de l'État, ou, s'ils vont dans le privé, qu'ils remboursent le coût de leurs études comme c'était le cas, auparavant, pour les élèves qui sortaient de l'école normale.

Cap Finistère : Penses-tu que le macronisme a amplifié le pantouflage ?

Marylise Lebranchu : Ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui. Mais Emmanuel Macron appartient à cette génération de hauts-fonctionnaires qui font des allers/retours entre la fonction publique et le privé et qui rêvent de toucher les salaires des chefs d'entreprise du CAC 40. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les amis d'Emmanuel Macron ne mettent pas en avant son action en tant que haut fonctionnaire mais célèbrent toujours son passage à la banque Rothschild.

Cap Finistère : Le Grand débat a mis en évidence un divorce entre les Français et leurs dirigeants. Penses-tu que le rapport Thiriez apporte des réponses ?

Marylise Lebranchu : Il faut distinguer plusieurs enjeux. D'abord, l'origine des énarques. Ce n'est pas donné à tout le monde de faire science Po Paris ou l'ENA. Et pas uniquement pour des raisons matérielles. Ce n'est pas un chemin de vie qu'on trouve communément exprimé dans la moyenne des Français.

Pourquoi l'origine est-elle un problème ? Parce que ce sont des gens qui ont eu souvent la chance de ne pas avoir subi d'accidents de vie, au sein de familles qui n'avaient de difficultés, moralement ou matériellement. Ils ont vécu une enfance et une jeunesse protégée et après, parce qu'ils sont passés par les bonnes écoles sont à nouveau protégés. Le passage par l'ENA est comme un tampon indélébile qui garantit, à vie, une carrière intéressante. Il n'y a pas de remise en cause. C'est pour cette raison que la culture dominante, à Bercy, quels que soient les ministres, reste très libérale. Avec le système du classement, on arrive à des situations ubuesques : de jeunes énarques qui n'ont jamais travaillé de leur vie se retrouvent à inspecter des directeurs d'administrations qui ont parfois des dizaines d'années de carrière, sans avoir jamais rien dirigé eux-mêmes. C'est pour remédier à cette

Cap Finistère : Penses-tu que les mesures proposées par le rapport Thiriez seront mises en application ?

Marylise Lebranchu : J'ai pu constater les très fortes résistances que peuvent susciter la moindre tentative de réforme et j'ai dû ranger mon projet. Je ne sais pas quel destin aura ce rapport mais il existe une grande différence : pour ma part, j'avais, en accord avec le Président Hollande, pris l'initiative. Mais le candidat Hollande n'avait pris aucun engagement sur ce sujet pendant sa campagne électorale. Aujourd'hui, Emmanuel Macron, lui, s'est engagé à prendre des mesures.

Cap Finistère : Pour toi, quelle est l'urgence pour un retour de la confiance ?

Marylise Lebranchu : Il faut retrouver l'esprit des grands serviteurs de l'État qui faisaient toute leur carrière avec pour seule ambition de servir la République. Nous avons de très bons hauts fonctionnaires qui restent au service de l'État et ont un engagement républicain irréprochable. Mais, sur le terrain, ils pâtissent de l'image de quelques-uns. Il faut donc des règles claires, à la fois, en matière de pantouflage mais aussi de rémunérations.

Mais c'est aussi une question d'état d'esprit. N'importe quel grand patron peut être décoré, quel que soit son bilan social. Mais, j'ai moi-même pu constater que des fonctionnaires de catégories B ou C, qui avaient pourtant réalisé un travail admirable au service de leurs concitoyens, n'étaient même pas retenus.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1301 - Vendredi 28 février 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

